

[Text]

consider very carefully some of the facts that I would like to bring out. I disagree with many of the things you said. I see us on a very different course from where you and your government are going.

• 1715

With regard to the issue of foreign control, you talked about Canada needing foreign control in order to create jobs. But in the years from 1978 to 1985 Canadian-controlled firms created 867,000 new jobs in Canada. In foreign-controlled firms, we had a loss of 11,400. Foreign-controlled firms do not generally export from Canada in competition with their foreign parent corporations.

On research and development, when you look at the figures you will find that the studies of Dr. Fraser Mustard and Dr. Geraldine Kenney-Wallace show the R and D done by foreign-controlled firms in Canada to be minimal and many times less than that performed by Canadian-controlled firms.

Take your statement that the government recognizes that investment is central to economic growth. Look at the figures, Mr. Minister. From 1977 to 1986, the net foreign direct investment in Canada was \$1.2 billion. During that same ten-year period, the figures show that foreign parent corporations took fully \$73 billion out of Canada and that the book value of their investments in Canada went up by \$53 billion. So for every \$1 they brought into Canada, foreign firms took out over \$100.

If you look at other countries in the world you will find that we have the highest degree of foreign control of any country in the world. Thirty-four percent of our jobs in the non-financial sector are foreign-controlled. That figure is about 4% in the United States. We are releasing our controls now, at the same time other countries are increasing their controls over foreign take-overs. In 1988, the United States passed the Omnibus Trade and Competition Act, in which section 5021 gives the President the power to disallow take-overs that are not in the national—

Mr. Bouchard: Did he use it?

Mr. Peterson: He has not used it yet, that I know of, but he now has the power and the Americans are moving in that direction.

Look at other powers that exist in the United States to control foreigners in coming in. For example, our Canadian banks cannot go into the United States and enter the securities business in the way that American Express can; the Jones Act precludes foreigners from entering the American coastal shipping industry; state laws are being brought in to control foreign investment; and Americans passed a bill in 1974 to deal with the perceived threat from the OPEC countries of taking over firms.

[Translation]

générons pas de richesses, nous ne pouvons pas avoir l'argent nécessaire à la création d'une société juste. Je vous demande de considérer avec la plus grande attention un certain nombre de faits que je voudrais faire ressortir. Je ne suis pas d'accord avec beaucoup de choses que vous avez dites. Il me semble qu'il nous faudrait prendre une direction très différente de celle de votre gouvernement et de la vôtre.

En ce qui concerne les investissements étrangers, vous avez dit que le Canada en avait besoin pour créer des emplois. Mais, entre 1978 et 1985, les entreprises canadiennes ont créé 867,000 nouveaux emplois au Canada. Les entreprises sous contrôle étranger, en ont perdu 11,400. Il est rare que les entreprises sous contrôle étranger exportent depuis le Canada pour faire concurrence à leurs sociétés mères.

Pour ce qui est de la recherche et du développement, si vous vous penchez sur les chiffres, vous trouverez que les études de *Fraser Mustard et Geraldine Kenney-Wallace* montrent que la R-D faite par les entreprises sous contrôle étranger est minime et ne représente qu'une fraction de celle effectuée par les entreprises canadiennes.

Vous avez dit que le gouvernement reconnaît que l'investissement est essentiel à la croissance économique. Regardez les chiffres, monsieur le ministre. De 1977 à 1986, l'investissement direct extérieur net au Canada était de 1,2 milliard de dollars. Pendant ces mêmes dix années, les chiffres montrent que les sociétés mères étrangères ont sorti 73 milliards de dollars du Canada et que la valeur comptable de leurs investissements au Canada a augmenté de 53 milliards. Par conséquent, pour chaque dollar que nous aurons fait entrer au Canada, les entreprises étrangères en ont sorti plus de 100.

Si vous regardez d'autres pays dans le monde, vous verrez que notre niveau de contrôle étranger est supérieur à celui de tous les autres pays du monde. 34 p. 100 de nos emplois dans nos secteurs non financiers sont sous contrôle étranger. Ce chiffre est d'environ 4 p. 100 aux États-Unis. Nous sommes en train de relâcher notre contrôle, alors que d'autres pays renforcent le leur. En 1988, les États-Unis ont passé le *Omnibus Trade and Competition Act*, dont la section 5021 donne au président le pouvoir d'interdire des acquisitions qui ne sont pas dans l'intérêt. . .

M. Bouchard: L'a-t-il utilisé?

M. Peterson: Il ne l'a pas encore utilisé, que je sache, mais il en a maintenant le pouvoir et les Américains vont bien dans cette direction.

Regardez les autres pouvoirs qui existent aux États-Unis pour contrôler l'entrée des étrangers. Par exemple, nos banques canadiennes ne pourraient pas aller aux États-Unis et se lancer dans le commerce des valeurs mobilières comme pourrait le faire *American Express*. Le *Jones Act* empêche les étrangers d'entrer dans l'industrie américaine du cabotage. On fait appel aux lois des États pour contrôler l'investissement étranger. Et, en 1974, les Américains ont passé un projet de loi visant à faire obstacle aux éventuelles prises de contrôle de compagnies par les pays de l'OPEP.